

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

2 mars - 15 mars 1970

8^{me} ANNEE — N° 76

LE NUMERO :

0,50 F - 5 F. B.

Le 19^{me} Congrès répond à Garaudy :

"Nous devons rester opportunistes"

Dans son rapport, G. Marchais a lâché cette excellente formule : « Garaudy a suivi rapidement le chemin qui mène de l'opportunisme à la liquidation ». On ne saurait mieux résumer les raisons pour lesquelles le P.C.F. a repoussé avec horreur les thèses de Garaudy : le chemin qui mène de l'opportunisme à la liquidation ouverte, le P.C.F. s'efforce de le parcourir le plus lentement possible. La tentative de Garaudy, qui voulait aligner ce que dit le P.C.F. sur ce qu'il fait, l'a même servi, dans la mesure où elle lui a donné l'occasion de multiplier les affirmations... verbales d'une fidélité marxiste reniée en fait depuis des décennies.

Sur le fond du problème, il n'y a pas l'ombre d'une divergence entre Garaudy et ses chers camarades de combat. Un délégué a dit naïvement que « Garaudy caricature la ligne du parti » ; entendez par là qu'il a reconnu son image dans le miroir-Garaudy, mais que cette image l'a choqué : elle était toute NUE ! Le fond du problème, eh bien, ce sont les fameuses « voies au socialisme ».

Pour les marxistes, une seule voie mène au socialisme : celle de la révolution violente, de la destruction de l'Etat bourgeois, de la dictature du prolétariat. « Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-ci en celle-là. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. » Marx écrivait (et soulignait) cela en 1875, et plus tard la découverte de prétendues « conditions nouvelles » a servi de prétexte aux sociaux-démocrates pour découvrir des voies elles aussi « nouvelles » et briser ainsi le mouvement de classe du prolétariat.

Contre ces opportunistes, au centre du travail de restauration intégrale du marxisme par Lénine, se trouve justement la question de la dictature du prolétariat. Développant l'analyse marxiste scientifique de ces « conditions nouvelles », c'est-à-dire de l'époque impérialiste, Lénine montre que la position de Marx est plus vraie que jamais : à l'ère impérialiste toutes les contradictions du capitalisme s'exaspèrent en même temps que la concentration et le poids du capital augmentent ; plus encore qu'à l'époque de Marx, le pouvoir politique, l'Etat, ne peut être que dictature de la bourgeoisie faisant marcher vaillamment le capitalisme, OU BIEN dictature du prolétariat détruisant les bases du capitalisme, la production marchande fondée sur le salariat.

Et Lénine lance explicitement ses foudres contre le renégat Kautsky et autres Vandervelde, qui prétendent que : « Des affirmations trop absolues risqueraient de devenir inexactes. Entre l'Etat capitaliste, fondé sur la domination exclusive d'une classe, et l'Etat prolétarien, poursuivant l'abolition des classes, il y a bien des intermédiaires. »

Là, Lénine tonne : « L'élec-

» tique ne veut pas d'affirmations trop absolues », afin de glisser sous main son dé-sir petit-bourgeois, philistin, de remplacer la révolution par des "intermédiaires". Que l'intermédiaire entre l'Etat, organe de domination du prolétariat, soit justement la révolution qui consiste à renverser la bourgeoisie et à briser, à démolir sa machine d'Etat, cela les Kautsky et Vandervelde le passent sous silence. Que la dictature de la bourgeoisie doive être remplacée par la dictature d'une seule classe, celle du prolétariat ; qu'après les "intermédiaires" de la révolution viennent les "intermédiaires" du dépérissement graduel de l'Etat prolétarien, là-dessus les Kautsky et Vandervelde jettent le voile. »

Et pour bien enfoncer le clou et repousser toute « étape intermédiaire », Lénine qualifie de « rupture totale avec le marxisme » la revendication d'un « Etat populaire du travail » ou d'un « Etat populaire libre », phrase, dit-il, « digne d'un démocrate petit-bourgeois, phrase qui remplace les notions de classe par les notions hors classe. »

Or, voilà qu'aujourd'hui, où l'impérialisme est plus puissant et monstrueux que jamais, où par conséquent cette affirmation devient (si possible) encore plus vraie, de nouveaux découvreurs de « conditions nouvelles » présentent au prolétariat de nouvelles « voies nouvelles ». C'est du moins ce qu'ils prétendent, car en fait, il n'en est rien !

En 1875, « le Parti ouvrier allemand réclame, pour préparer les voies à la solution de la question sociale, l'établissement de sociétés de production avec l'aide de l'Etat, sous le contrôle démocratique du peuple des travailleurs. »

Les passages soulignés l'ont été par Marx qui, dans la Critique de Gotha, fustige impitoyablement ce « démocratisme » confiné dans les limites de ce qui est autorisé par la police et prohibé par la logique. »

A conditions nouvelles, voies nouvelles. C'est bien pourquoi le P.C.F. reprend quasi textuellement ce programme de « préparation des voies au socialisme », de « nationalisations », de « contrôle démocratique » et « d'Etat populaire » condamné par Marx il y a déjà un siècle. Et vive le Progrès !

Il est clair que le véritable but de ces gens n'est nullement le « passage au socialisme », socialisme dont ils ne comprennent même pas la nature et qu'ils confondent avec un imaginaire capitalisme harmonieux. Leur véritable but, comme celui des Kautsky et Cie, c'est d'empêcher le prolétariat de se constituer en classe révolutionnaire, de se mobiliser sur ses positions de classe, de se préparer à sa révolution et à sa dictature ; de l'empêcher, pour commencer, de reconnaître son originalité de classe, en le noyant dans le « peuple », en fondant toutes les classes (moins les 200 familles) dans

(Suite page 4)

Un "social-chauvin"

Jacques Duclos et Michel Debré se sont livrés, devant les caméras de la télévision, à une surenchère éœurante pour déterminer qui, de l'U.N.R. ou du P.C.F., représentait le mieux le « pays » ; qui, de la droite ou de la gauche incarnait le plus parfaitement la « nation » ; qui, enfin, des bourgeois ou des ouvriers, constituait les « véritables patriotes ».

Il est significatif que, dans ce débat, le « communiste » se soit réclamé, non pas de Lénine, mais de Jaurès. Capable du courage le plus extrême, le fougueux tribun socialiste défendait déjà, avant 1914, l'idée d'une patrie du peuple s'opposant à celle des capitalistes et susceptible d'éviter à la société tous ses tourments et guerres. Sa mort même, qui précéda de quelques heures le déclenchement de la première tuerie mondiale, démontra à quelle chimère il avait sacrifié sa vie. Lénine, bien plus lucide, avait alors pressenti le terrible carnage qui se préparait à l'ombre de cette chimère : il n'y eut jamais dénonciateur plus zélé, adversaire plus impitoyable de ceux qu'il appelait les « social-chauvins » et qui couvraient l'infamie impérialiste des slogans les plus éculés de l'idéologie bourgeoise : patrie, droit des peuples et défense nationale.

Avant d'entendre Duclos disputer à Debré le monopole du patriotisme, on n'ignorait pas qu'il appartenait à la lignée des néo-social-chauvins et non à celle des internationalistes. Il n'était pourtant pas inutile de l'écouter discourir : sous cette dispute basement électorale perçait la constance et l'efficacité de l'intoxication idéologique qui rive le prolétariat au culte des idoles souillées de sang de la société capitaliste. Sous l'apparence d'un affrontement de deux partis opposés, la bourgeoisie s'efforce, et y réussit souvent, de faire une démonstration pour elle capitale : d'un bout à l'autre de l'éventail des forces politiques aux étiquettes contrastantes, celles-ci se rencontrent toutes sur un terrain idéologique commun, celui de l'éternité de la patrie, de la valeur suprême de la nation, que la classe ouvrière, la toute première, se doit de vénérer.

(Suite page 4)

Pourquoi la Russie n'est pas socialiste

II. - L'ÉCONOMIE RUSSE ET LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

Si les catégories fondamentales de l'économie capitaliste, comme nous l'avons vu précédemment ("le prolétaire", n° 75), se retrouvent intégralement dans la Russie actuelle, si, en conséquence, cette économie ne peut, sans imposture, être appelée « socialiste », c'est pour l'excellente raison qu'elle ne l'a jamais été, même aux meilleurs temps de la révolution de Lénine. Cette révolution fut un pas colossal en direction du socialisme, mais un pas essentiellement politique et non pas économique et social, comme nous le verrons plus loin.

Les premières mesures que doit prendre le prolétariat au pouvoir dans un pays développé tendent à éliminer le caractère capitaliste de l'économie. Dans la société bourgeoise, la marchandise essentielle, celle qui est à l'origine et à la base de l'accumulation du capital, c'est la marchandise-force-de-travail dont le prix, sur le marché de la main-d'œuvre, s'exprime par le salaire ou équivalent en argent des produits nécessaires à l'entretien de l'ouvrier. Même lorsque la force de travail est payée à sa juste valeur, c'est-à-dire permet au salarié de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, l'entreprise capitaliste retire toujours un excédent de la vente des produits : la plus-value ou profit, source intarissable du capital, moteur de l'accumulation, fondement économique de la puissance sociale de la classe capitaliste.

Ceci étant rappelé, il est bien visible que, pour détruire l'exploitation capitaliste, il faut détruire le rapport fondamental qui en est la base ; il faut détruire le caractère de marchandise de la force de travail. Ce n'est possible qu'à une seule condition : abolir la forme de rétribution dénommée salaire. Le moyen préconisé par le marxisme pour parvenir à ce résultat est le système du « bon de travail » dont nous parlons plus amplement par ailleurs.

Nous avons déjà dit à ce propos que ce système, en dépit des sarcasmes des philistins « moder-

nes », n'était nullement utopiste. A l'examen de la description qu'en donne Marx, il apparaît tout de suite pourtant qu'il n'est réalisable que dans les pays ayant atteint un certain stade de développement économique et technique. Ce n'était pas le cas de la Russie prolétarienne d'Octobre 1917 : d'une part en raison de l'arriération économique du pays ; d'autre part à cause des destructions provoquées par la guerre civile contre les Blancs et la lutte contre l'intervention étrangère. Non seulement le pouvoir révolutionnaire bolchevique ne pouvait s'attaquer tout de suite à la tâche économique de la révolution socialiste — c'est-à-dire abolir les rapports capitalistes de production — mais bien au contraire, pour être à même d'y parvenir un jour, il lui fallait au préalable les développer. Le prolétariat russe était parvenu au pouvoir grâce à l'impulsion d'une révolution bourgeoise que la bourgeoisie russe avait été incapable de faire ; en contre-partie, il portait sur ses épaules le fardeau écrasant de la tâche qui, historiquement, incombe à la bourgeoisie : l'accumulation primitive du capital.

Au lieu de supprimer la division du travail, fondement du salariat, il lui fallait utiliser au mieux celle qui existait en Russie. Bien loin de faire disparaître le marché, indissociable de la rétribution en argent de la force de travail, il devait le faire revivre. Plutôt que d'entreprendre la

socialisation impossible de millions d'entreprises rurales, il était contraint, pour l'alimentation des villes, d'encourager la petite production paysanne. En un mot il lui fallait tenir la gageure d'un pouvoir politique destiné à détruire l'économie capitaliste, mais amené par la force des choses à accélérer son développement !

Cette gageure, certains « extrémistes » nés de la vague de mai-juin 1968 sont prompts à la considérer — rétrospectivement — comme vouée, dès le départ, à l'échec : une tentative de pouvoir prolétarien dans la Russie semi-féodale ne pouvait aboutir qu'à un capitalisme national ! C'est faire trop peu de cas des deux considérations suivantes. D'une part de la révolution qui, à la veille de la première guerre mondiale, mûrissait de toute façon en Russie : une chance unique, pour le prolétariat russe, de mettre à profit l'impuissance congénitale de la bourgeoisie nationale à faire sa révolution pour renverser le rapport social des forces à l'échelle mondiale. D'autre part, de l'hypothèse devenue plausible, après l'insurrection d'Octobre et la crise sociale provoquée par les misères de la guerre en Allemagne, d'une révolution ouvrière dans ce pays : dans ce cas, la venue au pouvoir du prolétariat allemand, en allégeant les tâches économiques des bolcheviks, aurait permis à ces derniers de passer le cap de l'accumulation de capital, sans risquer, sous une forme ou sous une autre, la restauration de son pouvoir politique et de sa force sociale.

Pour Lénine et pour tous les bolcheviks — Staline compris, avant qu'il théorisât le « socialisme en un seul pays » — le

(Suite page 4)

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : les Samedis 7 et 21 Mars, de 15 à 19 h. ; le Dimanche 15 Mars, de 10 à 12 h. ; au Siège du " prolétaire ", 8, Rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5^e), Métro Gobelins.
- A MARSEILLE : les Samedis 7 et 21 mars, de 15 à 19 h., au Siège du " prolétaire ", 7, Cours d'Estienne-d'Orves.

Utopie réactionnaire du contrôle ouvrier

S'il est une revendication qu'avancent tous les groupes gauchistes (du P. S. U. à la Ligue Communiste en passant par toutes les variétés du spontanéisme et du « communisme des conseils »), c'est bien celle du contrôle ouvrier. La définition qu'ils en donnent n'est pas la même pour tous : préalable à la prise du pouvoir pour les uns, conséquence pour les autres, c'est le type même du mot d'ordre derrière lequel on peut imaginer ce que l'on veut. Cela suffirait déjà à en condamner l'usage en pratique, mais nous allons voir qu'il recouvre en outre trois erreurs théoriques fondamentales.

Le contrôle ouvrier, mot d'ordre réformiste

Certains opposent le contrôle ouvrier, revendication « qualitative », aux revendications « quantitatives » ou « économiques » de la direction cégétiste actuelle. L'extension des « droits » de l'ouvrier : droit de regard sur la comptabilité, droit de veto sur les licenciements, sur les cadences, etc., sont les piliers de ce contrôle ouvrier.

En réalité, c'est moins le CONTENU de l'action syndicale, dans sa lutte au jour le jour contre l'exploitation, qu'il s'agit de modifier, que les METHODES imposées par les directions actuelles qui divisent au lieu d'unifier. Non seulement ces méthodes (grèves par catégories, limitées à 24 heures, etc.) empêchent la lutte de prendre sa dimension

politique, mais elles sacrifient également les résultats immédiats nécessaires bien que toujours remis en question par le capitalisme, car l'unité qui fait si peur aux bonzes est nécessaire même pour des résultats contingents.

La lutte revendicative a un double aspect : empêcher l'aggravation des conditions de travail et de vie de la classe ouvrière et, simultanément, l'unifier toujours davantage pour préparer l'abolition révolutionnaire du salariat et du patronat. Laisser croire aux ouvriers qu'ils peuvent contrôler quelque chose, c'est-à-dire qu'ils ont quelque chose à défendre dans le système capitaliste, c'est trahir à la fois la lutte immédiate et la lutte finale.

Le contrôle ouvrier, mot d'ordre anarcho-syndicaliste

Marx a déjà montré que les anarchistes sont les continuateurs utopistes de la révolution bourgeoise dont ils reprennent les mots d'ordre démocratiques en reprochant aux bourgeois de les avoir eux-mêmes trahis ! Admirateurs de la révolution démocratique, ils en transposent le mécanisme dans la révolution sociale : la bourgeoisie avait déjà le pouvoir économique sous le féodalisme, DONC les ouvriers doivent prendre le pouvoir économique sous le capitalisme. Le moyen de cette prise du pouvoir « à la base »

est, bien sûr, le contrôle ouvrier. Une fois expropriée par les occupations d'usines, la bourgeoisie n'a plus qu'à se retirer !

Pas un mot sur la question de l'ETAT, du rôle de la police et de l'armée, sans parler des bandes illégales. L'histoire a pourtant prouvé que la stratégie strictement défensive (occupations d'usines ou barricades) ne peut mener le prolétariat à la victoire. Il doit au contraire attaquer et détruire l'appareil d'Etat bourgeois et instaurer sa propre dictature.

Le contrôle ouvrier, mot d'ordre « transitoire »

Plutôt d'une erreur originale, il s'agit d'un dosage subtil des deux précédentes. Il suffit pour s'en persuader de se reporter au numéro 1 de novembre 1969 du « Bulletin rouge de discussion » de la Ligue Communiste : « Les mots d'ordre du contrôle ouvrier ont le caractère d'objectifs transitoires en ce sens qu'ils doivent répondre à certaines nécessités objectives, compréhensibles à un moment donné par les larges couches du mouvement de masses et en même temps avoir une portée objectivement anticapitaliste, de rupture du système. » (Thèse 2, page 36).

« Les nécessités objectives » nous renvoient « objectivement » au réformisme tandis qu'« anticapitalistes » nous renvoie non moins « objectivement » à l'anarcho-syndicalisme. En effet quelle nécessité « objective » — sinon dans l'optique réformiste — peut présenter pour la classe ouvrière « l'abolition du secret commercial et bancaire et l'ouverture des livres de comptes » (Thèse 3) ?

Les patrons ouvrent volontiers leurs comptabilités pour prouver qu'il leur est impossible d'augmenter les salaires... Il faudrait aussi nous expliquer la nécessité « objective » — non réformiste bien sûr ! — du « contrôle ouvrier sur le calcul des prix de revient, le contrôle ouvrier sur la facturation, le contrôle des ouvriers et des comités de ménagères sur les prix de détail » (Thèse 4).

Les trotskystes semblent ignorer que la seule partie du prix de revient qui intéresse les prolétaires c'est le salaire. Que dire du contrôle des prix de détail, mot d'ordre poujadiste, qui ravale la classe ouvrière au niveau des « consommateurs » de tout acabit et rejoint « objectivement » l'optique du P.C.F. sur les « couches antimonopolistes » ?

Cependant, la Thèse 7 précise que « toute institutionnalisation du contrôle ouvrier aboutit en fait à le vider de toute substance, à le mettre au service de la rationalisation, donc de la consolidation de l'économie capitaliste, et à en faire, en outre, une source de corruption pour les militants ouvriers. »

Il faut toute la subtilité trotskiste pour voir la différence entre le caractère « objectivement anticapitaliste » de la lutte pour les comités de ménagères et leur « institutionnalisation » réactionnaire ! Tout s'éclaire heureusement à la Thèse 8 : « le contrôle ouvrier signifie la dualité de pouvoir là où il s'exerce. » Qu'on nous permette tout d'abord de douter du caractère révolutionnaire de la dualité de pouvoir qui peut s'instaurer entre le comité de ménagères et l'épicier du coin. Quant au contrôle ouvrier qui pose la dualité de pouvoir entre ouvriers et patrons DANS LE CADRE DE L'ENTREPRISE, il escamote le problème de l'Etat et de sa destruction violente au profit d'« une formule de gouvernement marquant nettement le passage du pouvoir d'une classe à une autre... » S'agit-il de la dictature du prolétariat et dans ce cas pourquoi le cacher, ou n'est-ce pas plutôt une mauvaise copie de la « démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme » ?

Si seulement les trotskystes lisaient Trotsky, ils sauraient ce que dualité de pouvoir veut dire : « (le « double pouvoir » prouve que la « rupture de l'équilibre social a déjà démoli la superstructure de l'Etat » (...)) le morcellement du pouvoir n'annonce rien d'autre que la « guerre civile » (Histoire de la ré-

volution russe, tome 1, p. 252, Ed. du Seuil).

Nous sommes loin du contrôle ouvrier dans l'entreprise que Mandel, maître à penser du trotskisme contemporain, définit comme « les réformes arrachées par la lutte ouvrière, qui sont en fait incompatibles avec le fonctionnement normal d'une économie capitaliste » quelconque et qui ouvrent une « période de double pouvoir. » (Une stratégie pour l'Europe Occidentale, p. 27).

Terminons sur une perle : « Le contrôle ouvrier est l'école de la planification socialiste. Il prépare les travailleurs à l'autogestion des moyens de production dans le cadre d'une planification centralisée non bureaucratique où les instances centrales nécessaires pour assurer la cohérence des choix collectifs seront privées des moyens d'imposer des choix correspondant à leurs intérêts propres. » (Thèse 11).

Cette description du socialisme ressemble fort au « modèle russe » revu et corrigé. On se demande quels intérêts propres les instances centrales pourraient bien avoir dans une société sans classes, à moins d'imaginer que « le pouvoir est maudit », selon la fameuse formule anarchiste, et de réduire toute la contre-révolution stalinienne à une dégénérescence due à la soif de puissance d'un quarteron de bureaucrates. Quant à l'autogestion des moyens de production, ce n'est certainement pas la forme que prendra la société socialiste, qui brisera précisément le cadre de l'entreprise par la fin de la division sociale et d'une partie de la division technique du travail.

A d'utopiques « droits » de la classe ouvrière sous le régime capitaliste, nous opposons la lutte syndicale résolue, c'est-à-dire sous la direction du parti de classe.

A l'idée que les ouvriers doivent prendre le pouvoir... dans l'entreprise, nous opposons la constitution du prolétariat en classe, c'est-à-dire en parti puis en classe dominante par son Etat dictatorial.

Aux mots d'ordre « transitoires » destinés soi-disant à élever la conscience, mais qui, en réalité, l'abaissent, nous opposons le programme communiste et dédaignons de cacher nos buts.

BILAN NEFASTE

Le « Monde » du 29 janvier 1970 cite un article des « Izvestias » qui vante « le bilan positif d'une expérience de sursalaires », menée depuis trois ans dans une entreprise chimique soviétique : « Cette entreprise a licencié mille ouvriers et réparti leurs appointements sous forme de sursalaires, versés aux ouvriers restants. Depuis lors, le personnel ouvrier a, en moyenne, augmenté la production de 186,6 %, le rendement du travail de 208,1 % et a vu ses salaires augmenter de 130,7 %. »

On voit à quels exploits la course à la productivité conduit la bourgeoisie russe ! La bourgeoisie française va-t-elle organiser des stages en Russie pour apprendre comment on peut augmenter dans une telle proportion le taux d'exploitation de la classe ouvrière ? Pensez donc ! Tripler le rendement en trois ans, en doublant seulement le salaire !

Mais elle n'en a pas besoin. Elle se souviendra que lorsqu'elle a dû mener cette course à la production, pendant la « reconstruction nationale », les bonzes de la C.G.T. et les « camarades ministres » étaient à leurs postes pour faire doubler le rendement dans les charbonnages, et qui plus est, sans augmenter notablement les salaires !

ASTURIÉS

L'utilisation toujours plus large du pétrole et du gaz naturel pour la production d'énergie, entraîne le déclin irrémédiable du charbon. Les pays producteurs de cette matière première prennent donc des mesures de « restructuration » consistant essentiellement en une réduction de la production et en une réorganisation visant à obtenir une meilleure productivité (fermeture de certains puits non rentables). Pour les travailleurs, cela se traduit par des licenciements, c'est-à-dire le chômage pour la majorité d'entre eux.

L'Espagne n'a pas échappé à cette loi et les derniers mouvements de grève dans le bassin houiller des Asturies en sont la conséquence. Le charbon qui représentait en 1950 66 % de la consommation d'énergie, n'en représente plus aujourd'hui que 23 %. De plus, le charbon espagnol est produit à un prix très bas (40 % plus bas que le cours du marché mondial) afin de permettre à l'industrie nationale de lutter plus efficacement sur le marché international. Evidemment ce sont les mineurs qui font les frais d'une telle politique dont les effets ont été aggravés par le blocage des salaires décidé par le gouvernement lors de la dévaluation de la peseta en 1967.

C'est dans ces conditions qu'a éclaté le mouvement de grève récent : 35.000 mineurs y ont participé, prouvant par là la profondeur de leur mécontentement, la grève étant considérée comme illégale (et même séditionnelle) en Espagne. Les revendications portaient sur un relèvement des salaires, accessoirement sur les primes de fin d'année, ainsi que sur l'obtention de la liberté de réunion à l'intérieur des entreprises et la possibilité de discuter directement avec la direction, sans passer par les organisations syndicales officielles. Malgré la répression gouvernementale (arrestation de « mineurs » ouvriers), l'intransigeance patronale (lock-out, licenciements, menace de fermeture de certains puits), malgré le coup bas porté par l'arrivée de charbon étranger dans les hauts-fourneaux du Nord, notamment du charbon polonais (nouvelle conception socialiste de la solidarité de classe !), la lutte a duré plus d'un mois. Et cependant, malgré la modestie des revendications, le patronat n'a pas cédé et le mouvement, manquant d'une direction ferme pour essayer de s'élargir, s'est progressivement épuisé pour finalement s'incliner.

Evidemment cette lutte se déroulait dans des conditions difficiles ; le patronat espagnol est un patronat de combat, traditionnellement très dur, soutenu sans défaillance par l'Etat policier. D'autre part, les impératifs de la concurrence l'empêchent de céder sous peine de condamner l'industrie espagnole, traditionnellement faible par rapport à ses voisines de l'Ouest. Par ailleurs, le prolétariat, maintenu avec de plus en plus de difficultés dans le carcan d'un syndicat corporatiste de type fasciste dont les responsables se sont totalement désintéressés du mouvement de grève, effectuant pendant celui-ci des voyages à l'étranger, présente un front morcelé face au patronat, divisé qu'il est en une multitude de petites organisations clandestines, survivantes de la guerre civile (anarchistes, socialistes, syndicalistes révolutionnaires, trotskystes, « communistes »), orientant ses éléments les plus combattifs, non pas vers des positions de classe donnant au combat contre la bourgeoisie son vrai sens, mais vers des revendications « démocratiques », auxquelles adhèrent par ailleurs quantité de mouvements petits-bourgeois et bourgeois (notamment en Catalogne et au Pays Basque).

Pour ajouter à la confusion, et le fait n'est pas nouveau en Espagne, le clergé asturien est venu apporter sa bénédiction aux grévistes par

l'intermédiaire de manifestations dignes d'intérêt : refus de dire la messe, pas de son de cloche, déclarations dénonçant l'entreprise Hunosa, le Consortium National du charbon comme étant « injuste et immorale » devant le comportement « mesuré et pacifique » des travailleurs.

Ces représentants de la religion très officielle, larbins du capital, interviennent toujours pour « élever » le débat et n'en faire qu'une préoccupation d'ordre moral afin d'éviter qu'il puisse être posé en termes de classe, et pour laisser entendre dans ce cas précis que l'entreprise Hunosa peut être « juste et morale », comme si un ouvrier pouvait attendre une quelconque justice du capital qui l'exploite. Tout ce qu'il peut attendre de lui, et l'expérience est là pour le lui prouver, c'est un salaire de famine lorsqu'il travaille et le matraquage et la prison lorsqu'il essaye d'obtenir une amélioration de son sort.

Aucune solution « juste », pas plus qu'aucune solution tout court ne peut être trouvée tant qu'existera l'entreprise Hunosa et ses semblables, quel que soit d'ailleurs leur mode de gestion, tant qu'existera l'Etat qui les défend, tant qu'existera le Capital.

Et si aujourd'hui les mineurs espagnols ont dû baisser les bras pour reprendre leurs pics, il ne fait aucun doute que les contradictions capitalistes s'intensifient, la lutte reprendra plus large et plus radicale, pour amener le prolétariat espagnol et avec lui le prolétariat mondial à l'assaut des forteresses du capitalisme.

En attendant, saluons la combativité et le courage des mineurs asturiens, gage certain de leur participation au combat final, lorsqu'ils auront retrouvé leur programme et leur parti de classe.

Quand le temps de travail augmente

Combien de fois les bonzes syndicaux nous ont rebattu les oreilles depuis deux ans avec les calendriers de réduction du temps de travail qu'ils se flattent d'avoir obtenus.

Le résultat de toutes ces parolotes a été donné par Jacques Delors, conseiller social du Premier ministre (« Le Monde », 17/2/70) :

En 1968 et 1969, « la durée du travail est restée pratiquement inchangée dans l'ensemble du secteur privé (45 heures par semaine). Mais, pour les ouvriers, elle a été RELEVÉE de 45,5 heures à 46 heures, car le recours aux heures supplémentaires a repris après les réductions obtenues en juin 1968 ».

Encore une défaite qui se cache derrière les cris de victoire des bonzes syndicaux ! On voit bien que parler de la diminution du temps de travail, c'est jeter de la poudre aux yeux tant qu'on ne s'attaque pas aux heures supplémentaires.

Et lutter contre les heures supplémentaires suppose la lutte pour une augmentation de salaires substantielle, qui permette aux ouvriers de ne pas avoir recours aux heures supplémentaires. Alors on pourra parler réellement de la diminution du temps de travail.

Les lecteurs d'AIX-EN-PROVENCE, ANGERS, ARLES, BORDEAUX, BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE HAVRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT-ETIENNE, TOULON, désirent prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au « PROLETARIAT », B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

REUNION PUBLIQUE A PARIS

Le Vendredi 13 Mars, à 21 heures

SALLE LANCRY

10, Rue de Lancry (10^e)

L'Histoire confirme la perspective révolutionnaire et anéantit la vision opportuniste

(Suite du numéro précédent)

Limites et dégénérescence du Syndicat

Socialisme et Syndicalisme

On connaît l'objection de toujours des pnflistins à l'égard de ce principe : pure utopie ! Ce qui est historiquement nouveau c'est qu'elle soit reprise à leur compte par les « communistes » dégénérés d'aujourd'hui qui n'en étant pas à un faux près vont jusqu'à contester que l'abolition du salariat soit une formule authentique du marxisme ! Ils ont d'ailleurs cyniquement déclaré, tout récemment, que « le contenu humain du socialisme utopiste ne pouvait pas être reconstruit dans le socialisme scientifique » ! Or la différence essentielle entre ces deux socialismes c'est précisément que ce qui n'était qu'utopie à l'époque du premier est devenu possible et nécessaire à l'époque du second. Scientifique, le socialisme de Marx l'est, non parce qu'il renonce aux chimères généreuses de ses prédécesseurs, mais au contraire parce qu'il découvre, dans le prolétariat moderne, la classe qui peut transformer ces chimères en réalité.

Que l'abolition du salariat soit un point fondamental du programme marxiste, c'est tellement vrai que, non seulement il anime de sa flamme tout l'énorme ouvrage théorique qui a pour titre "Le Capital", mais encore il est consigné explicitement dans un texte d'importance éminemment pratique, la "Critique du programme de Gotha", écrite en 1875 à l'occasion de l'unification de la social-démocratie allemande. Personne ne pourra soutenir que ce qui était considéré, par l'ensemble du mouvement ouvrier mondial, comme une donnée scientifique à cette date, puisse redevenir, près d'un siècle plus tard, et après un développement colossal des forces productives et de la classe prolétarienne, une utopie !

C'est d'ailleurs « sans une once d'utopie » que Marx, dans ce texte, tout en fustigeant les formules fumeuses que le programme d'unification de 1875 empruntait à Lassalle, expose les modalités extrêmement précises de la répartition du produit social dans la future organisation socialiste de la collectivité humaine. Il indique : 1° que cette organisation ne jaillira pas, virginale et pure, sur une base qui lui serait propre : elle se dégage, péniblement, de la vieille société capitaliste dont elle portera, un certain temps, les stigmates les plus profonds ; 2° que le droit égal qui présidera à la répartition du produit dans la nouvelle société sera en fait, et durant un certain temps également, un droit encore inégal, puisque proportionné à la quantité (nous disons bien quantité et non pas qualité) de travail individuellement fourni par les travailleurs et puisque cette quantité variera nécessairement avec les capacités propres à chaque individu ; 3° que c'est seulement lorsque la division du travail avec tous les antagonismes qu'elle comporte aura disparu, que les membres de la nouvelle société seront définitivement affranchis, dans la satisfaction de leurs besoins, des limites que leur impose leurs capacités. Ceci devrait déjà suffire à désarmer les sarcasmes de ceux qui considèrent le marxisme révolutionnaire comme une « erreur de jeunesse » du prolétariat, et à prouver qu'on ne peut parler de socialisme — dans l'acception marxiste du terme — que lorsque la force-de-travail n'est plus rétribuée en argent.

Dans le « schéma » de Marx, le produit social n'est pas redistribué sous forme individuelle au travailleur, contrairement aux conceptions de Lassalle que l'auteur du "Capital" critique durement à ce propos. Ce produit fait l'objet de prélèvements divers destinés au renouvellement et à l'accroissement des moyens de production, à la constitution de stocks et de réserves en prévision de calamités naturelles, à l'entretien des individus incapables de travail pour des raisons d'âge et de santé, à l'instruction et à la formation des futurs travailleurs, enfin aux frais d'administration non-productifs de la société. Mais ces prélèvements étant effectués, « le producteur — écrit Marx — reçoit individuellement l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Ce qu'il lui a donné, c'est son

quantum individuel de travail ».

« Par exemple — explique Marx — la journée sociale de travail consiste en la somme des heures de travail individuel ; le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion qu'il a fournie de la journée sociale de travail, la part qu'il a prise. Il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcation faite du travail effectué pour le fonds collectif) et, avec ce bon, il retire des stocks sociaux une quantité d'objets de consommation correspondant à la valeur de son travail. Le même quantum de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle sous une autre forme ».

Une digression est ici nécessaire pour prévenir les objections que ne manqueront pas de faire au « simplisme » de Marx les économistes distingués, les spécialistes actuels du « social », les attrape-nigauds qui s'efforcent de faire croire au pauvre monde que les contradictions insurmontables de la société bourgeoise seront résolues par la magie des ordinateurs et autres merveilleuses applications de la technique dernier cri. Le « schéma » de Marx fondé sur l'usage du bon de travail est avant tout une plateforme de principe antimercantile : il est possible que ce bon de travail soit susceptible d'adaptations techniques et, par exemple, qu'il ne soit plus nécessaire d'y comptabiliser les heures de travail dans la mesure où l'uniformisation de la journée de labeur — qui est déjà, aujourd'hui, une tendance dans la production moderne — sera le résultat immédiat de la réduction radicale de cette durée qui, elle-même, constitue la première mesure que devra prendre le prolétariat victorieux. Dans ces conditions, le caractère fondamental du bon de travail — celui d'être une attestation de la participation à la production collective — apparaîtra encore avec plus d'évidence : son rôle n'est pas d'évaluer la prestation individuelle de travail, mais seulement de s'assurer qu'elle est effective ; ce qui est parfaitement réalisable sans revenir au règne maudit des catégories distinctes et des « conditions spécifiques » qu'invoque aujourd'hui l'opportunisme et qui n'ont d'autre raison d'être que le maintien de la classe ouvrière dans la division et l'impuissance.

Le but à atteindre, c'est en effet la destruction à la racine du mécanisme de la valeur afin de rendre impossible la transformation en capital de toute inégalité pouvant subsister entre les individus, dans la phase initiale du socialisme, en ce qui concerne la répartition du produit social. Parlant du système du bon de travail, Marx poursuit : « C'est évidemment ici le même principe que celui qui règle l'échange des marchandises pour autant qu'il est un échange de valeurs égales. Le fond et la forme diffèrent parce que, les conditions étant différentes, nul ne peut rien fournir d'autre que son travail et que, par ailleurs, rien d'autre que des objets de consommation individuelle ne peut entrer dans la propriété de l'individu. Mais en ce qui concerne le partage de ces objets entre producteurs pris individuellement, le principe est le même que pour l'échange de marchandises équivalentes : une même quantité de travail sous une forme s'échange contre une même quantité de travail sous une autre forme ».

Si, dans le principe du « bon de travail », une même quantité de travail s'échange contre une même quantité de travail sous une autre forme, après défalcation des prélèvements indiqués plus haut, c'est, bien évidemment que, dans ce cas comme dans celui qui se rencontre dans la production capitaliste, il existe une partie du produit social qui n'est pas restituée au producteur individuel. Mais la différence essentielle avec le capitalisme c'est qu'avec le bon de travail aucune partie du pro-

duit social n'est susceptible de devenir du capital. Ni ce que représente le bon de travail lui-même qui, ne pouvant procurer « rien d'autre que des objets de consommation », est irréductible à l'état de monnaie thésaurisable ; ni la partie du produit non consommée que représentent les « prélèvements » : elle est transformée en objets de consommation à l'usage des incapables de travail, en réserves d'utilité collective et dans le cas où elle est utilisée pour créer de nouveaux moyens de production, le produit futur qui en résultera sera également réparti de façon non-mercantile.

Entre le système du bon de travail et celui de l'utilisation capitaliste de la force de travail, la différence n'est pas seulement statique mais aussi dynamique. Dans la production capitaliste, le « surplus » laissé sous forme de profit à la classe qui détient les moyens de production ne peut par définition que devenir du capital et s'échanger à son tour contre de la force de travail salariée. C'est ce surplus qui, comme nous l'avons souligné déjà, impose sa propre loi à toute la production, détermine lui-même, en quantité et en qualité, ce qu'on va produire dans le proche avenir (y compris, en proportion toujours plus grande, les bombes atomiques et les virus mortels de la guerre bactériologique !) Au stade inférieur du socialisme que caractérise le bon de travail, ce sont au contraire les producteurs eux-mêmes

(et il faut ici entendre, par le terme même employé par Marx, non pas les propriétaires de moyens de production expropriés par le prolétariat victorieux, mais toutes les catégories actives) qui déterminent eux-mêmes quelle fraction du produit social ils doivent et peuvent soustraire à la consommation immédiate : combien il leur faut tout d'abord en réserver pour l'entretien de la population non-productive — vieillards, enfants, infirmes, etc. — pour la réserve prévue en vue de parer à tout cataclysme, intempérie, etc. et enfin, en dernier lieu seulement, pour développer de nouveaux moyens de production.

Après avoir sommairement expliqué le changement radical que représente déjà le premier stade d'une économie socialiste par rapport au capitalisme, on peut plus aisément montrer ce qui sépare le marxisme de toutes les conceptions syndicalistes. L'opposition tient en un point capital : celui de la quantité de produit social qui est respectivement revendiquée par celles-ci et celui-là. Le syndicalisme, qu'il s'agisse de sa version révolutionnaire ou de sa version réformiste, se borne à ne réclamer qu'une partie du produit. Soit à la façon du syndicalisme révolutionnaire d'hier ou des conceptions « autogestionnaires » d'aujourd'hui qui, en voulant exproprier les entreprises tout en les laissant soumises aux lois du marché — donc à la concurrence et à la

nécessité d'accumuler une partie toujours plus grande du produit — ne peuvent prétendre répartir aux ouvriers que la fraction relativement modeste que représentent la part personnelle du patron et les dividendes servis aux actionnaires. Soit à la manière du syndicalisme réformiste, qui en remplaçant également le propriétaire de l'entreprise, mais cette fois au profit de l'Etat, prétend partager « équitablement » le produit entre ce que s'approprie l'Etat et ce qu'il restitue, sous forme de salaire, à la force de travail qu'il emploie : ce crétinisme presque séculaire imagine qu'en sanctifiant la part qui revient à l'Etat-patron par les termes de « propriété du peuple », « bien de la Nation » ou « patrimoine public », il exorcisera sa nature de capital. Bien au contraire, cette part du produit se transformera, après de plus ou moins longs détours, en argent et cet argent, dans le cadre des rapports d'échange bourgeois, ne pourra que s'échanger à nouveau contre de la force de travail, engendrer de « l'excédent », du profit, du capital...

Le théorème fondamental du socialisme scientifique c'est que le capital ne peut être détruit sans la destruction de toutes les catégories de son économie : la rétribution du travail salarié en fonction de sa valeur, la force de travail payée en argent, la division de la production en entreprises concurrentes.

Nous verrons ultérieurement que l'adoption ou l'oubli de cette base fondamentale par la classe ouvrière jouent un rôle déterminant, non seulement dans sa lutte politique, mais aussi dans ses luttes immédiates pour les revendications quotidiennes.

LE S.N.E.S., SYNDICAT DE LA MAJORITÉ SILENCIEUSE

Le S.N.E.S., pressé par une série de grèves locales dues à l'aggravation des conditions de travail des enseignants, riposte par un référendum ! Chaque syndiqué va remplir chez lui son bulletin. Le seul fait de livrer ainsi l'individu à lui-même, impuissant, ignorant des forces en présence, équivaut à une liquidation du syndicat. Les grèves se déclanchaient jusqu'ici lycée par lycée, ville par ville, ce sera maintenant l'individu isolé qui décidera de l'action. Ce crétinisme démocratique livre le sort de la bataille, ou plus exactement la décision de se battre ou de se résigner, à la masse amorphe des indifférents et des lâches.

Le questionnaire de ce référendum est révélateur de la trahison intégrale de la direction du S.N.E.S. : la première question, que l'on pourrait croire ironique, est malheureusement posée sérieusement : « Que pensez-vous de la position ministérielle qui substituerait à la réduction par voie réglementaire nationale du maximum de services de l'ensemble des professeurs non agrégés, des réductions de service contingentes par établissement et attribuées par le chef d'établissement selon notamment son appréciation des "surcharges spécifiques consécutives à l'enseignement", méthode et critère d'attribution qui établiraient entre les collègues des différences individuelles de conditions de travail (et en fait, de rémunération) fondées sur « une appréciation unilatérale (le souligné par nous) de la manière dont chaque professeur assure son service d'enseignement (correction de copie, etc...) ? ».

Ce que le S.N.E.S. semble surtout reprocher à cette proposition ministérielle, c'est que l'appréciation sur la manière d'enseigner soit unilatérale : que le ministère propose donc une commission paritaire par lycée pour examiner chaque cas et le tour sera joué !

Comment le S.N.E.S. compte-t-il défendre des salariés dont ni les temps de travail ni les salaires ne seront identiques ? En réalité c'est surtout la défense de la hiérarchie qui préoccupe les bonzes qui vont même jusqu'à qualifier de « démagogie et utopique » la revendication de titularisation immédiate des auxiliaires dans un tract distribué à St-Etienne et reproduit par l'hebdomadaire local du P.C.F. « Regards sur

la Loire ». Il est donc démagogique et utopique de proclamer : A travail égal salaire égal et d'exiger que le S.N.E.S. remplisse son rôle de syndicat ! En réalité, le S.N.E.S. est aujourd'hui le porte-parole de tous les intérêts mesquins de catégorie, comme le prouve sa défense acharnée des concours de recrutement, qualifiés de « concours syndicaux » !

Le S.N.E.S. invite ensuite chaque syndiqué à se prononcer sur les modalités d'action. C'est là que la méthode du « bulletin individuel de consultation » montre toute son hypocrisie : l'individu doit se prononcer sur une question qui ne peut être résolue que collectivement. Chacun sait qu'une action engagée à sa propre logique, fortifiée les plus décidés et entraîne ceux qui le sont moins. Le vote à bulletin secret a déjà fait ses preuves pour briser une grève, le S.N.E.S. s'en sert cette fois pour la prévenir. Quant aux modalités d'« action » proposées, dont on ne saurait dire laquelle est la plus ignoble, elles ont en commun leur inefficacité (grèves échelonnées !) et la préoccupation maniaque de l'opinion publique, cette opinion publique au nom de laquelle fut brisée la grève de l'E.D.F. en janvier. L'action suprême, la « grève échelonnée selon un calendrier et des modalités précises arrêtées par le Conseil National », est une double trahison : la grève de 24 heures décourage et divise, le « calendrier » permet à la direction du S.N.E.S. d'ajourner l'action quand elle est possible et de la déclancher dans les périodes de démobilisation, tactique favorite de l'opportunisme syndical.

En cours de trahison, le S.N.E.S. oublie le rôle fondamental de tout syndicat : dé-

fense du producteur et non pas du produit, de la force de travail et non de la culture. C'est en effet au nom de la culture que la bourgeoisie multiplie, comme c'est son droit et son intérêt, les catégories d'enseignants ; mais c'est également le critère que les syndicats choisissent pour « défendre » les salariés : le S.N.E.S., par exemple, demande la titularisation des maîtres auxiliaires « dans des corps correspondant à leurs titres universitaires ». Alors que la bourgeoisie montre son indifférence à l'égard de sa propre culture, en engageant des maîtres qui n'ont pas les « diplômes requis » et en leur faisant faire le travail de gens « qualifiés », le S.N.E.S. enfourche le dada de la prétendue « valeur » de l'enseignant, avec pour conséquences le maintien de la hiérarchie et la multiplication des catégories. Autre exemple : la circulaire ministérielle réduisant l'enseignement des secondes langues vivantes, et par conséquent le nombre de postes : le S.N.E.S. se perd en bavardages sur l'utilité pour les élèves d'apprendre une seconde langue, au lieu de considérer l'aspect essentiel de la circulaire à savoir le développement de l'auxiliaire qui concerne tous les enseignants et non les seuls linguistes.

Terminons par une citation de Marx, montrant la trahison complète non seulement des syndicats d'enseignants, mais aussi des centrales ouvrières aux mains de l'opportunisme stalinien : « Les syndicats agissent utilement » comme centres de résistance » ce aux empiètements du capital. Ils manquent en partie leur but dès qu'ils font » un usage peu judicieux de » leur puissance. Ils manquent entièrement leur but » dès qu'ils se bornent à une » guerre d'escarmouches contre les effets du régime » existant, au lieu de travailler en même temps à sa » transformation et de se servir de leur force organisée » comme d'un levier pour » l'émancipation définitive de » la classe ouvrière, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat. » (Salaire, prix et profit).

L'opportunisme gauchiste et le 'scandale' des transports en commun

Le propre de l'opportunisme est de cacher à la classe ouvrière sa force de classe et d'essayer de la convaincre de son incapacité à lutter de façon indépendante contre l'Etat bourgeois. Aussi sa préoccupation essentielle est-elle, non pas d'organiser la lutte ouvrière existante, mais de chercher des alliés au prolétariat. C'est pourquoi le terrain d'élection de l'opportunisme est la protestation commune du prolétaire et du petit-bourgeois et les revendications qu'il met en avant sont des revendications qui n'intéressent pas le prolétariat à l'exclusion de toutes les autres classes, mais des revendications que nous qualifierons de « populaires ».

L'agitation actuelle contre le « scandale » des transports parisiens en est une bonne illustration.

Cette campagne, où se distingue notamment « Lutte ouvrière », la main dans la main avec le P.S.U., permet en outre de saisir que la différence entre l'opportunisme gauchiste, dans toutes ses nuances, n'est qu'une différence de méthode pour obtenir le même résultat : détourner la classe ouvrière de la lutte de classe et tenter de la maintenir comme appendice politique de la petite-bourgeoisie « démocratique ».

Qui viendra nier qu'il y ait un « scandale » des transports en commun ? Les ouvriers n'ont d'ailleurs pas attendu les protestations opportunistes pour s'en rendre compte : ils ont essayé de résister au plan d'austérité de la bourgeoisie par d'innombrables luttes revendicatives que les bonzes syndicaux avaient pour fonction de refuser d'unifier et de centraliser. L'Etat a attendu que les luttes soient dans une phase de relatif reflux pour mener rondement la contre-offensive : augmentation des prix de nombreuses marchandises. Le « scandale » de la hausse des tarifs des transports en commun n'est que l'arbre qui cache la forêt : l'augmentation des prix est générale et toutes ces hausses, inégales et dispersées, ont toutes le même effet pour l'ouvrier : l'augmentation de la valeur de sa force de travail. Mener campagne contre une hausse de prix particulière, c'est donc disperser les efforts des prolétaires qui sont en train de se battre sur le seul terrain qui leur permet de répondre en une seule fois à toutes les hausses de prix : l'augmentation des salaires !

Voilà la seule réponse de classe à la hausse des prix et à celle des tarifs des transports en particulier ! Cette réponse jaillit des lois même du capitalisme et elle est vieille comme la lutte prolétarienne. D'ailleurs, il n'y a pas besoin de donner beaucoup d'explications aux ouvriers pour cela : cette réponse, ils la font réellement et, on pourrait dire, de manière spontanée, instinctive. Il a fallu tout le poids de l'opportunisme réformiste au dernier trimestre de 1969, et toute son implantation dans la classe ouvrière, pour paralyser toute action unitaire du prolétariat en la laissant pourrir sur le terrain de l'entreprise et de la catégorie. Mais alors que le prolétariat continue à se battre,

bien qu'en ordre dispersé, les grosses têtes pleines de science « marxiste » universitaire de l'opportunisme gauchiste ne peuvent accoucher d'autre aerie que la lutte contre le scandale des transports en commun qui non seulement est vieille comme le réformisme, mais encore invite la classe ouvrière à désertier la lutte qu'elle est en train de mener pour la protestation populaire !

On nous dira que nous considérons la « lutte » contre la hausse des tarifs par le petit bout de lorgnette et qu'en fait, l'agitation sur les transports en commun prend prétexte de la hausse pour dénoncer d'une façon générale l'organisation des transports, le temps perdu et la fatigue supplémentaire qu'ils entraînent et qui viennent s'ajouter à de longues et pénibles journées de travail. Nous ne discuterons pas le remède proposé et qui consiste à faire payer la rénovation des transports par un prélèvement sur les profits patronaux. Signalons simplement que là aussi l'opportunisme gauchiste ne fait pas preuve de beaucoup plus d'imagination que les réformistes du P.C.F., qu'il se vante bruyamment de combattre. Nous aurons le loisir de revenir une autre fois sur ce genre d'utopie réformiste.

C'est un fait que les transports accroissent le temps de fatigue des ouvriers. Mais il ne faut pas oublier que la fatigue de l'ouvrier provient surtout de la durée et de l'intensité du travail. Encore une fois, en se battant pour la réduction massive de la durée et de l'intensité du travail, la classe ouvrière répond de façon radicale à l'augmentation de la fatigue, de quelque origine qu'elle soit.

Et justement cette lutte existe ! Au lieu de l'organiser, l'opportunisme réformiste la compartimente, la laisse pourrir, puis tente de la faire oublier au profit des revendications populaires que l'opportunisme gauchiste relance à son tour.

Il y a plus grave encore : cette campagne d'agitation, comme d'ailleurs toutes celles du même genre, revient à inviter le prolétariat à quitter le terrain où il est organisé pour la lutte — c'est-à-dire le syndicat — pour un terrain où il ne se présente pas comme classe, mais comme un troupeau d'individus où le prolétaire n'est pas avant tout membre de sa classe, mais uniquement un individu parmi d'autres, un usager parmi d'autres usagers. Cette campagne vise donc à inviter le prolétariat à se nier comme classe en abandonnant le terrain de la lutte organisée sous le prétexte fallacieux qu'il n'est pas le seul à souffrir du scandale des transports en commun.

Les soi-disant gauchistes qui se livrent à cette sale besogne, terrifiés qu'ils sont par la puissance de l'opportunisme réformiste — et elle est réelle — espèrent peut-être par ce biais n'avoir pas à l'affronter directement et s'en tirer par de nouvelles astuces, selon leur habitude ! Ces astuces sont tout d'abord désastreuses, comme nous l'avons montré, mais de plus elles ont pour conséquence de laisser le terrain libre à l'opportunisme réformiste dans la lutte syndicale, en tentant d'en faire sortir les ouvriers les plus combattifs sur lesquels pèse la lourde responsabilité de s'opposer au réformisme des bonzes de la C.G.T. et aux éternelles manœuvres des syndicats

jaunes. Par ces « astuces », l'opportunisme gauchiste ne fait que continuer, par d'autres moyens, la grande tentative de démantèlement de l'organisation syndicale de classe entreprise par les bonzes réformistes vendus à l'intérêt national et à la démocratie petite-bourgeoise.

L'opportunisme gauchiste, qui pendant de longues années n'a fait que se plaindre de l'insuffisante combativité de la classe ouvrière et qui a tenté, par toutes les astuces possibles, de la faire renaître artificiellement, se met à l'avant-garde de la protestation populaire au moment même où la lutte de classe redonne un peu partout le goût de la peur de classe à la bourgeoisie des pays « civilisés » qui croyait l'avoir oubliée pour toujours. Quand l'opportunisme de nos « communistes » de parlement éprouve les premières difficultés à contrôler complètement et durablement la classe ouvrière, il reparaît sous sa forme gauchiste, faussement extrémiste, pour dissuader le prolétariat de toute indépendance de classe et pour tenter de le ramener au bercail petit-bourgeois de la « lutte » inter-classiste, populaire et démocratique.

Nul doute que la classe ouvrière ne retrouvera le chemin de son autonomie de classe et de son parti révolutionnaire que dans la lutte implacable contre l'opportunisme sous toutes ses formes, réformistes ou gauchistes.

" Nous devons rester opportunistes "

(Suite de la 1^{re} page)

l'unité nationale. Et ils commentent à éprouver quelques difficultés :

— Pour mieux inculquer les illusions démocratiques petites-bourgeoises aux ouvriers et pour désarmer les préventions des classes moyennes, dit en substance Garaudy, nous devons renier ouvertement et entièrement toute prétention « révolutionnaire », nous devons balancer franchement Marx et Lénine par-dessus bord.

— Malheureux, s'écrient ses camarades, si nous faisons cela les prolétaires ne nous suivront plus, comment ferons-nous pour les empêcher de devenir révolutionnaires ? Nous ne pouvons pas liquider ouvertement le marxisme, surtout en ce moment où les luttes ouvrières reprennent !

— Mais pour notre grand bloc populaire et démocratique nous devons rallier les classes moyennes, reprend Garaudy, et extirper jusqu'à la dernière trace de conscience de classe des prolétaires.

— Le bloc nous le ferons avec le P.S., le P.S.U. et autres partis démocratiques, dit le P.C.F., mais nous devons avant tout garder le contrôle du prolétariat. Pour cela, tout comme nos illustres prédécesseurs, nous devons appeler « marxisme » et « léninisme » l'anti-marxisme et l'anti-léninisme le plus éhonté, nous devons essayer de garder jusqu'au bout des apparences révolutionnaires.

Vieille méthode de l'opportunisme ! Le Parti Socialiste al-

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1970 LISTE N° 2

Barbière, 7; Wanda, 5; Salut à Turin, 40; Réunion publique Paris, 200; Bénito, 10; Paris, 251,50; Alain, 25; Nantes, 10; Guy, 20; X..., 3; Soutien Claudiva, 5; Soutien Jean, 15; Lyon et Saint-Etienne saluent Marseille, 400; S..., 70; Menouar, 6; Piccino, 100; Hors du Troupeau, 10; Ther, 10; A. et M., 40; R. et R., 40; Gérard, 10; Jean, 8,50; Soutien Carlo Federico, 75; Emile, 20; Gérard, 30; Rosa, 20; Gérard, 40; François, 21; X..., 150; Y..., 1,65.

Total liste n° 2... 1.495 F 15

Total précédent... 377 F 00

Total général... 1.872 F 15

UN "SOCIAL-CHAUVIN"

(Suite de la 1^{re} page)

Jacques Duclos a opposé aux « vieilleries nationalistes » de Debré le « patriotisme du peuple, porteur d'avenir ». Le tournant politique à la suite duquel le mouvement communiste sombra dans une deuxième Union sacrée remonte à 1936. Il est donc aisé de juger dans le présent quel avenir représentait déjà, à cette époque, cette « réconciliation » communiste avec l'idéal national. Le bilan en est vite établi : la deuxième guerre mondiale et ses 45 millions de morts ; l'expansion vertigineuse de la production après le conflit et la préparation d'une nouvelle crise de surproduction ; la destruction totale de la conscience de classe du prolétariat, asservi, dans la paix comme dans la guerre, aux exigences du productivisme, de la concurrence et, le cas échéant, de l'austérité. Sans parler des massacres permanents en tous les points du globe; sans évoquer le Vietnam, le Biafra, ou songer à la répression qui sévit plus ou moins dans tous les Etats, ainsi qu'à la généralisation, dans les plus belles « démocraties », des méthodes d'un fascisme que la dernière guerre devait soi-disant détruire.

Qu'on n'en doute pas : si le grand capital que représente Debré est le principal bénéficiaire de cette phase historique de sang et de destruction, c'est le « patriotisme du peuple » cher à Duclos qui, seul, en a permis l'écllosion. Sans la collaboration ouverte d'un grand parti de masse écoulé du prolétariat, le capitalisme n'aurait jamais pu conduire à terme, sans révolution, sa deuxième guerre mondiale. La paix revenue, il n'aurait pu obtenir les sacrifices nécessaires à la remise sur pied de l'appareil d'exploitation.

Aujourd'hui même, sans la collaboration de ceux qui se vautrent dans le tricolore, il ne parviendrait

pas à conserver le contrôle politique et la maîtrise de l'ordre social au moment où le chômage entame le plein emploi et où la misère s'infiltrait dans la « prospérité ».

Les « vieilleries nationalistes » que Duclos jeta à la face de Debré sont en réalité la propriété commune des deux interlocuteurs. Sauf que chez Debré elles recouvrent une réalité brutale et de puissants intérêts matériels — ceux du capital — tandis que chez Duclos elles ne sont que des phrases trompeuses destinées à interdire au prolétariat la voie de son émancipation révolutionnaire.

Il y a plus d'un siècle, bien avant la naissance à la vie politique de leurs auteurs, les illusions d'un Jaurès et les mensonges d'un Duclos étaient clouées au pilori par le document fondamental du programme historique du prolétariat. Le « Manifeste communiste » de Marx et Engels énonçait : « Les prolétaires » n'ont pas de patrie ; on ne peut leur ôter ce qu'ils n'ont pas. Ils n'ont à perdre que leurs chaînes » et un monde à gagner ».

En dépit des « avantages » corrupteurs d'une période de plein emploi payés du génocide de toute une génération, ces chaînes du prolétariat deviendront bientôt d'un poids insupportable lorsque le cycle infernal de la production capitaliste poussera une nouvelle fois à leur paroxysme ses contradictions insolubles et accrues. Alors ce ne sera plus l'heure des comédies politiques télévisées, du bluff de la « confrontation » du patriotisme utopiste des démocrates et du patriotisme sordidement pratique du grand capital, mais celle de l'affrontement entre deux conceptions inconciliables du monde, entre deux classes dont le conflit seul, par la victoire du prolétariat, peut libérer l'humanité du joug pesant de toutes les patries.

lemant qui a adhéré à la guerre de 14, qui a dirigé en personne l'écrasement de l'insurrection prolétarienne en 18-19, a bien attendu jusque vers 1960 pour abjurer officiellement le marxisme. Mais il est certain que le P.C.F. ne pourra pas rester indéfiniment opportuniste. Ce qui dévoilera sa vraie nature contre-révolutionnaire ce ne seront pas les impératifs électoraux, ni les discussions démocratiques ; ce ne seront pas non plus les astuces tactiques de ceux qui prétendent le « démasquer » en invitant les ouvriers à réaliser par les armes son ignoble programme petit-bourgeois. La force de l'opportunisme sera brisée par l'inéluctable confluence entre les positions marxistes, le programme communiste défendu par le Parti de classe, et les

luttés des prolétaires écrasés par le capital. Par la maturation de la crise du capitalisme mondial, occidental ou oriental, crise qui pousse et poussera inexorablement les prolétaires à la lutte ; par le fait que, comme ses frères, le P. C. F. sera contraint de s'opposer de plus en plus ouvertement aux prolétaires qui cherchent à défendre leur existence, qui cherchent à retrouver le chemin de la lutte de classe, le chemin de la révolution qui seule peut dénouer la crise de la société capitaliste.

Nous n'attendons pas que le P. C. F. abjure le marxisme ! Restez opportunistes, Messieurs, tant que c'est possible : en retrouvant le chemin du communisme, le prolétariat vous écrasera sous ses pas comme une vermine !

L'économie russe et la révolution d'octobre

(Suite de la 1^{re} page)

but de la révolution d'Octobre n'était nullement la transformation immédiate de l'économie russe dans un sens socialiste. Mille textes et discours témoignent au contraire que la perspective de tous les communistes de l'époque consistait à faire du pouvoir des Soviets une sorte de bastion avancé de la lutte révolutionnaire mondiale. C'est seulement si la révolution avait gagné les pays les plus développés d'Europe, dans lesquels les premières mesures fondamentales du socialisme étaient immédiatement possibles, qu'on aurait pu envisager leur réalisation progressive en Russie. Lénine l'a souligné à plusieurs reprises avec sa formule : sans révolution victorieuse en Allemagne, pas de socialisme possible en Russie ! Pour hâter cette victoire, pour y concentrer toutes les forces du prolétariat international, pour libérer le pouvoir soviétique du boulet au pied que constituait pour lui la restauration de la production industrielle russe, il était prêt à en donner à bail au capital étranger les principales entreprises ! Position bien différente du tableau d'un Lénine patriote qu'on nous brosse aujourd'hui. Préoccupations situées à mille lieux de celui qui prétendit, après lui, « faire » du socialisme dans SON seul pays !

L'histoire ne répondit pas aux attentes de cette génération de géants politiques. La Commune

de Berlin, en 1919, fut écrasée ; les insurrections ouvrières en Europe Centrale défaits. Ce furent les échecs successifs de la révolution internationale qui imposèrent aux bolcheviks diverses dispositions de politique économique qui n'avaient rien à voir avec le socialisme mais que le stalinisme, par la suite, consacra frauduleusement sous cette étiquette. En réalité, qu'il s'agisse de la gestion ouvrière d'entreprises désertées par leur patron ou de rétablissement d'un certain commerce intérieur, de la planification industrielle ou de la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions forcées de blé, ce n'étaient là que des expédients économiques, des palliatifs à la misère et à la sous-production, des mesures d'attente en prévision d'une reprise de la lutte prolétarienne mondiale à laquelle tous les révolutionnaires dignes de ce nom ne consentirent jamais, à cette époque, à renoncer.

Il fallut que le reflux de cette lutte internationale s'achevât en déroute, que fussent massacrés ou déportés tous ceux qui, en Russie ou ailleurs, demeuraient fidèles aux positions de Lénine, pour que s'accomplisse — comme nous le verrons la prochaine fois — la plus grande imposture de l'histoire moderne : la consécration « socialiste » du système le plus arriéré et le plus barbare d'exploitation de la force de travail.

Correspondance :

« le prolétaire »

B.P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :

« le prolétaire »

C. C. P. 2202-22, MARSEILLE

Abonnements :

« le prolétaire »

1 an : 10 F (100 FB)

6 mois : 5 F (50 FB)

(pli fermé : 15 et 7,50 F)

« programme communiste »

1 an : 15 F (150 FB)

« programme communiste »

et « le prolétaire »

1 an : 25 F (250 FB)

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
1, 3 et 5, boulevard Schœling
MARSEILLE (X^{ème})

Distribué par les N. M. P. P.